

**Investir dans l'avenir des emplois et des aptitudes.
Scénarios, implications et options pour anticiper les futurs besoins en compétences et
connaissances dans les secteurs de l'électricité, du gaz, de l'eau et des déchets.
Résumé**

Les secteurs de l'électricité, du gaz, de l'eau et des déchets – services publics et donc *habilitants* – sont essentiels au fonctionnement de nos économies. Traditionnellement, le secteur des services publics a été fortement régulé par le gouvernement pour garantir la disponibilité et la qualité et restreindre l'impact environnemental le plus possible. En termes de valeur ajoutée, le secteur de l'électricité et du gaz est, avec 177 milliards € de trois à six fois plus important que respectivement ceux des déchets et de l'eau. La valeur ajoutée augmente bien plus dans les déchets et l'eau (2-2,5% par an en 1995-2006) que pour l'électricité et le gaz (0-0,5%).

Les investissements dans des technologies nouvelles et plus propres, l'efficacité et les TIC ont augmenté l'intensité capitalistique du secteur jusqu'à deux fois la moyenne des industries de transformation. Comme le capital et la main d'œuvre qualifiée sont complémentaires, cette augmentation a conduit à une plus grande demande pour la main d'œuvre qualifiée et l'accroissement des qualifications. **Forces et opportunités** : demande forte et croissante, innovation en R&D et nouvelles opportunités offertes par les nouvelles technologies combinées à des situations financières saines des entreprises individuelles. **Faiblesses et menaces** : 'culture de titulaires', comportement monopolistique dans un marché géographiquement fragmenté, grandes inefficacités, régulations généralement complexes et plus grande pénurie des ressources. Les futurs développements dans le secteur des services publics seront façonnés par les facteurs suivants : 'libéralisation du commerce et des marchés', 'intégration de l'UE', 'régulation environnementale', 'ressources naturelles', disponibilité et prix du pétrole et des autres ressources naturelles.

1,3 millions de personnes travaillent dans le secteur de l'électricité et du gaz, ce chiffre a diminué de 1,4% par an en 2000-2006. Le secteur de l'eau emploie environ 400.000 personnes et a augmenté de 0,9% par an sur la même période. L'emploi dans les déchets est important et comparable à l'électricité et au gaz. Les employés moyennement qualifiés sont les plus nombreux, surtout dans les nouveaux États membres avec seulement 4% de faiblement qualifiés. La part de travailleurs hautement qualifiés est particulièrement élevée dans l'EU-15, atteignant même 4% de plus que la moyenne de l'économie dans son ensemble. La structure de l'emploi dans les services publics est remarquablement stable dans le temps.

La tendance générale vers l'accroissement des qualifications dans tous les postes est amenée à se poursuivre dans les prochaines années. Les savoirs comportementaux (*soft skills*) notamment prendront de plus en plus d'importance, surtout pour les emplois professionnels hautement qualifiés. Les connaissances techniques resteront importantes, mais d'autres aptitudes s'imposeront, notamment leur adaptation et l'apprentissage de nouvelles compétences ; l'interdisciplinarité et la multiplicité des qualifications seront incontournables. Pour faire face aux besoins futurs en aptitudes et en connaissances, il est indispensable que toutes les parties prenantes – industries (entreprises, organisations du secteur et partenaires sociaux), instituts de formation et d'éducation, organisations intermédiaires et gouvernement (UE, national, régional et local) – agissent en concertation et à point. Un suivi ciblé et fiable est crucial afin de permettre de bonnes prises de décision. Il s'agit d'adapter et de moderniser les systèmes d'éducation et de formation professionnelles, en accroissant la flexibilité et en stimulant la modularisation des formations et des types d'apprentissages mixte, parallèlement à la formation interne et à l'éducation permanente. Il importe d'agir en amont et de soutenir financièrement, surtout les PME, par exemple en mettant sur pied des installations communes

de formation. Une meilleure orientation professionnelle et la reconnaissance internationale et intersectorielle des certificats pour augmenter la mobilité transsectorielle et transnationale doivent être améliorées. Il est important de proposer des cours spéciaux pour travailleurs plus âgés qui pourraient les 'attacher' plus longtemps au secteur et permettre la transmission de leurs connaissances tacites aux jeunes. Il faudrait anticiper le transfert de connaissances entre les anciens et les nouveaux États membres. Enfin et surtout, il est essentiel d'améliorer l'image du secteur auprès des jeunes (promotion de la chimie liée aux solutions sociétales à l'école) et des femmes, en positionnant mieux le secteur comme secteur habilitant essentiel à la société moderne.